

(Notice)

Le 30 août 2019

## Visite de courtoisie du Deuxième Vice-président de la République du Burundi auprès du Premier ministre japonais Shinzo Abe

S.E. Dr. Joseph Butore, Deuxième Vice-président de la République du Burundi, a rendu une visite de courtoisie auprès du Premier ministre japonais Shinzo Abe le 30 août à 11 h 10 pendant 15 minutes à Yokohama au Japon. Notez que le Deuxième Vice-président du Burundi est en visite au Japon pour participer à la 7<sup>e</sup> Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) qui a lieu actuellement du 28 au 30 août. Voici le résumé de ce entretien :

1. Au début, le Premier ministre Abe a déclaré : « Je tiens à remercier chaleureusement le Deuxième Vice-président Dr. Butore pour votre première visite au Japon et votre participation à la TICAD 7. » Il a également mentionné que la consolidation de la paix et de la stabilité est la clé du développement du Burundi, et que le Japon aussi souhaite collaborer au développement du Burundi. » En réponse, le Deuxième Vice-président Dr. Butore a déclaré : « Je souhaite collaborer avec le Japon afin de réaliser la promotion des affaires dont nous avons discuté pendant la TICAD 7 ».
2. Le Premier ministre Abe a poursuivi en exprimant son souhait de voir la mise en œuvre démocratique de l'élection présidentielle au Burundi prévue pour l'année prochaine. En outre, le Premier ministre Abe a indiqué que l'envoi de personnel japonais permanent de la JICA avait repris et a fait part de l'intention du Japon de soutenir l'amélioration de la sécurité alimentaire pour appuyer le développement du Burundi. En réponse, le Deuxième Vice-président Dr. Butore a déclaré qu'il accueillait chaleureusement la reprise de l'envoi de personnel japonais permanent de la JICA pour la première fois depuis 2015 et a exprimé ses attentes pour l'investissement d'entreprises japonaises au Burundi.
3. En outre, les deux dirigeants ont échangé leurs opinions en matière notamment de coopération sur la scène internationale, incluant l'état de la question nord-coréenne et la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies.